



Seychelles

Accord ratifié: **Oui**
Date de ratification: **2016-01-11**

Notifications de mise en oeuvre (Catégories A, B, C)	Date d'échéance	Statut
Notification des désignations des catégories A,B,C A - 55.9%	22 février 2017	Oui
B - 27.3%	C - 16.8%	Not yet notified - 0.0%
Notification des dates indicatives de la Categorie B	22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie B	22 février 2018	Oui
Notification des dates indicatives de la Categorie C	22 février 2017	Oui
Notification des dates définitives de la Categorie C	22 août 2019	Oui
Notification des besoins d'assistance technique	22 février 2017	Oui
Notification des arrangements conclus pour la fourniture d'assistance technique	22 février 2018	Oui
Notification de l'état d'avancement de la fourniture d'assistance technique	22 août 2019	Oui

Notifications de transparence

Notified Art. 1.4	Catégorie B	date définitive de mise en oeuvre 01 octobre 2019	Oui
Notified Art. 10.4.3	Catégorie C	date définitive de mise en oeuvre 30 juin 2027	Non
Notified Art. 10.6.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui
Notified Art. 12.2	Catégorie A	date définitive de mise en oeuvre 22 février 2017	Oui

Renseignements sur l'assistance

Notified Art. 22.3	Oui
--------------------	-----

Légendes:

Oui

Notification présentée

Non

Notification due

Non

Notification non échue

Programme de mise en oeuvre		date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
1.1 Publication	B	au plus tard le 15 avril 2017	au plus tard le 01 octobre 2019
1.2 Renseignements disponibles sur Internet	B	au plus tard le 30 septembre 2017	au plus tard le 01 octobre 2019
1.3 Points d'information	B	au plus tard le 15 avril 2017	au plus tard le 01 octobre 2019
1.4 Notification	B	au plus tard le 15 avril 2017	au plus tard le 01 octobre 2019
2.1 Observations et renseignements avant l'entrée en vigueur	A		au plus tard le 22 février 2017
2.2 Consultations	A		au plus tard le 22 février 2017
3 Décisions anticipées	B C>B	au plus tard le 01 janvier 2021	au plus tard le 31 décembre 2020
4 Procédures de recours ou de réexamen	A		au plus tard le 22 février 2017
5.1 Notification de contrôles ou d'inspections renforcés	C	au plus tard le 01 janvier 2021	au plus tard le 31 décembre 2025
5.2 Rétention	A		au plus tard le 22 février 2017
5.3 Procédures d'essai	C	au plus tard le 01 janvier 2020	au plus tard le 31 décembre 2021
6.1 Disciplines générales concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 31 mars 2018	au plus tard le 31 août 2019
6.2 Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions	B	au plus tard le 01 janvier 2019	au plus tard le 31 août 2019
6.3 Disciplines en matière de pénalités	Ap Bp	du 22 février 2017 au 01 janvier 2018	du 22 février 2017 au 31 août 2019
7.1 Prétraitement avant arrivée	A		au plus tard le 22 février 2017
7.2 Paiement par voie électronique	B C>B	au plus tard le 01 janvier 2018	au plus tard le 31 décembre 2021
7.3 Séparation de la mainlevée	A		au plus tard le 22 février 2017
7.4 Gestion des risques	C	au plus tard le 01 janvier 2018	au plus tard le 31 décembre 2021

Programme de mise en oeuvre		date indicative de mise en oeuvre	date définitive de mise en oeuvre
7.5 Contrôle après dédouanement	C	au plus tard le 01 janvier 2019	au plus tard le 31 décembre 2023
7.6 Temps moyens nécessaires à la mainlevée	C	au plus tard le 01 janvier 2019	au plus tard le 31 décembre 2021
7.7 Opérateurs agréés	C	au plus tard le 01 janvier 2019	au plus tard le 31 décembre 2023
7.8 Envois accélérés	B C>B	au plus tard le 01 janvier 2019	au plus tard le 31 décembre 2019
7.9 Marchandises périssable	A		au plus tard le 22 février 2017
8 Coopération entre les organismes présents aux frontières	A		au plus tard le 22 février 2017
9 Mouvement des marchandises	A		au plus tard le 22 février 2017
10.1 Formalités	A		au plus tard le 22 février 2017
10.2 Acceptation de copies	A		au plus tard le 22 février 2017
10.3 Utilisation des normes internationales	A		au plus tard le 22 février 2017
10.4 Guichet unique	C E	au plus tard le 01 janvier 2019	au plus tard le 30 juin 2027
10.5 Inspection avant expédition	A		au plus tard le 22 février 2017
10.6 Recours aux courtiers en douane	A		au plus tard le 22 février 2017
10.7 Procédures communes à la frontière	A		au plus tard le 22 février 2017
10.8 Marchandises refusées	C	au plus tard le 01 janvier 2019	au plus tard le 31 décembre 2021
10.9 Admission temporaire de marchandises	Ap Bp C>B	du 22 février 2017 au 01 janvier 2018	du 22 février 2017 au 31 décembre 2021
11 Transit	A		au plus tard le 22 février 2017
12 Coopération Douanière	A		au plus tard le 22 février 2017

Légendes

A	Notifiée dans la catégorie A	Ap	Notifiée dans la catégorie A		
B	Notifiée dans la catégorie B	Bp	Notifiée dans la catégorie B	G>B	Transfer de la cat. C à la cat. B
C	Notifiée dans la catégorie C	Cp	Notifiée dans la catégorie C	B>C	Transfer de la cat. B à la cat. C
N	Pas encore notifiée	E	Report de dates demandé		

Notifications et autres documents

Symbol	Date de réception	Description
G/TFA/N/SYC/1/Add.5	2025-08-12	Extension of implementation dates
G/TFA/N/SYC/4	2025-01-17	Donor arrangements and progress in the provision of technical assistance
G/TFA/N/SYC/3	2024-08-02	Article 22.3
G/TFA/N/SYC/1/Add.4	2024-03-08	Extension of implementation dates
G/TFA/N/SYC/2	2023-08-18	Articles 1.4, 10.6.2, 12.2.2
G/TFA/W/92	2023-07-05	The role of technology transfer in building resilience: Trade Facilitation
G/TFA/N/SYC/1/Add.3	2023-02-08	Extension of implementation dates
G/TFA/N/SYC/1/Add.2	2019-08-22	Category C notification - Addendum 2
G/TFA/N/SYC/1/Add.1	2018-02-23	Category B notification
G/TFA/N/SYC/1	2017-07-25	Cat. B and C
WT/PCTF/N/SYC/1	2015-09-17	Category A notification

5.1 Notification de contrôles ou d'inspections renforcés



5.1 (a), (b), (c), (d)

Date indicative de mise en oeuvre

1 janvier 2021

Date définitive de mise en oeuvre

31 décembre 2025

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Financement pour le développement d'infrastructures, les formalités d'accréditation, l'acquisition de matériel d'essai, de métrologie et de laboratoire, et de consommables.
2. Soutien pour renforcer les capacités pour les essais, les inspections et la métrologie, le matériel et la formation dans le domaine de la métrologie. Examiner le cadre juridique et les procédures (procédures opérationnelles normalisées) pour l'analyse de différents paramètres.
3. Soutien technique pour aider à développer et renforcer les capacités des fonctionnaires des douanes et du personnel d'autres organismes compétents.
4. Assistance technique et renforcement des capacités pour faciliter la notification de contrôles ou d'inspections renforcés.

Étiquettes: Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation

Membres donateurs: Union européenne

Agences: Organisation pour l'alimentation et l'agriculture

Progrès rapporté

1. The Department of Agriculture received technical assistance under the support towards operationalization of the SADC Regional Agricultural Policy (STOSAR) project funded by the EU/FAO in 2020-2022 and procured inspection kits for the personnel of the Department of Agriculture (DOA) used for inspection at the border for assessment and clearance of goods. In addition, the FAO/IPPc, through its technical cooperation project, conducted a Phytosanitary Capacity Evaluation (PCE) in 2023 to evaluate the National Plant Protection Organisation (NPPO) Phytosanitary capabilities, which is the border control, and support division.
2. The Public Health Authority (PHA) received technical assistance under the previous EU-ESA iEPA-Regional Integration Support Programme 3 (RISP3) for the training of laboratory personnel through an overseas mission in Scotland. Secondly, they received technical support from a consultant funded under the project for drafting of the Food Act (Import & Export) Regulations 2024 that started in April 2019 until 2021. Additionally, assistance with drafting the Standardized Operating Procedures (SOP) for inspection of food establishments at the border and internal market was also obtained.

5.3.1
5.3.2
5.3.3

Date indicative de mise en oeuvre
1 janvier 2020

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Demande de soutien technique pour l'élaboration de lois et de procédures opérationnelles normalisées pertinentes.
2. Demande de financement pour:
 - i. le développement d'infrastructures et l'acquisition de matériel et de consommables de laboratoire;
 - ii. l'évaluation de tous les documents concernant le système de gestion des quantités et le soutien à l'élaboration de tout document manquant, conformément à la norme ISO/CEI 17025:2005 pour les laboratoires d'essai;
 - iii. le processus d'accréditation, les essais, les inspections, la métrologie et la normalisation; et
 - iv. un expert juridique pour établir le contrat avec le SADCAS pour l'évaluation continue pendant 5 ans.
3. Assistance technique et renforcement des capacités pour faciliter le perfectionnement du personnel afin d'améliorer les capacités d'essai et l'élaboration de protocoles de laboratoire.
4. Élaboration de protocoles pour faciliter l'accès à de nouveaux marchés et la fourniture de nouveaux produits.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: Mécanisme de la SADC lié au commerce

Progrès rapporté

1. The Seychelles Bureau of Standards (SBS) under the Southern African Development Community (SADC) – Trade Related Facility (TRF) received technical and financial support from the SADC TRF and the EU to procure and commission testing equipment and personnel training to enhance capacity for testing and certification of products. Under the SADC TRF, these consisted of:

- 1) An analytic balance
- 2) Dissolved oxygen meter
- 3) Turbidity meter
- 4) Laboratory refrigerator
- 5) Chest freezer, incubators and uninterrupted power supply.
- 6) Biological oxygen demand.

2. Furthermore, the personnel at SBS were recipients of capacity-building training for legionella and listeria to enhance the testing and certification of products.

3. Under the European Union (EU) 11th European Development Fund, the Seychelles Bureau of Standards (SBS) received financial support to procure a FID Detector and Injector for the SCION Gas Chromatograph for testing cinnamon oil, an ion chromatograph and soil gauge. In addition, the Excise unit of the Customs Division, under the aegis of the Seychelles Revenue Commission (SRC), received equipment for testing of alcohol strength parameters.

7.4.1
7.4.2
7.4.3
7.4.4

Date indicative de mise en oeuvre
1 janvier 2018

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2021

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Financement pour l'acquisition du Système de ciblage du fret (CTS) de l'OMD qui peut être intégré à ASYCUDA World.
2. Soutien technique de la CNUCED et de l'OMD pour collaborer à l'intégration du système une fois que le financement est garanti.
3. Renforcement des capacités afin de former du personnel pour maintenir le système une fois qu'il a été mis au point.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Ressources humaines et formation*

Agences: Southern African Development Community, Organisation mondiale des Dunes

Progrès rapporté

1. The Seychelles Customs Division, under the aegis of the Seychelles Revenue Commission (SRC), received financial and technical support from SADC for funding and support for the implementation of the World Customs Organisation (WCO) - Cargo Targeting System (CTS). The technical support allowed the resolution of interoperability issues encountered due to manual operation.
2. The Customs Division, in collaboration with the United Nations Organisation on Drugs and Crime (UNODC), is to provide technical support for the enhancement of the ASYCUDA World System for interoperability with UNODC's border security and maritime surveillance system. A UNODC delegation is expected to visit Seychelles in 1st quarter of 2025 to set up the Port Control Unit. The office space for UNODC is ready, awaiting equipment from UNODC. In addition, Customs officers have obtained theoretical training, and the practical training is scheduled for the 1st quarter of 2025.
3. Technical support to the Seychelles Customs Division for installation of the new version of the CTS free of charge has been provided by WCO and the provision of technical support is ongoing.

7.5.1
7.5.2
7.5.3
7.5.4

Date indicative de mise en oeuvre
1 janvier 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Financement pour améliorer la fonctionnalité présentation de rapports d'ASYCUDA World pour faciliter le contrôle après dédouanement.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC)*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: International Monetary Fund

Progrès rapporté

1. The Seychelles Revenue Commission, under the European Union's 11th European Development Fund (EDF), received assistance for the enhancement of the ASYCUDA World System for the purposes of developing reports for Post Clearance Audits. In terms of development, the PCA reports are work in progress, given the ending phase of the 11th EDF project. Outstanding works shall be undertaken as per the SRC's budget. Upon completion of the formulation of the report templates, such will be relayed to the production servers accordingly.
2. The International Monetary Fund (IMF) has provided technical support for the training of the respective personnel and workers for the enhancement of capacity and capabilities.

7.6.1
7.6.2**Date indicative de mise en oeuvre**
1 janvier 2019**Date définitive de mise en oeuvre**
31 décembre 2021**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

1. Assistance technique et renforcement des capacités pour mettre au point les techniques nécessaires permettant aux responsables de mener une étude sur le temps nécessaire pour la mainlevée.

Étiquettes: *Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation***Agences:** Organisation mondiale des Douanes**Progrès rapporté**

1. The World Customs Organisation (WCO) provided capacity-building support through trainings conducted on the concept of the Time Release Studies to the personnel of the Seychelles Revenue Commission (SRC).

7.7.1
7.7.2 (a) (i), (ii), (iii), (iv), (i), (ii)
7.7.3 (a), (b), (c), (d), (e), (f), (g)
7.7.4
7.7.5
7.7.6

Date indicative de mise en oeuvre
1 janvier 2019

Date définitive de mise en oeuvre
31 décembre 2023

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Assistance technique pour élaborer des lois afin de donner aux douanes le mandat approprié pour offrir aux négociants admissibles une facilitation des échanges additionnelle.
2. Mise au point d'un cadre de suivi grâce auquel les douanes peuvent établir la conformité de l'opérateur et en assurer le suivi.
3. Soutien pour la conception et la mise en œuvre d'un système approprié pour les opérateurs économiques agréés.
4. Formation des fonctionnaires des douanes et des acteurs concernés afin de faciliter l'établissement et la bonne mise en œuvre pour les opérateurs économiques agréés.

Étiquettes: Cadre législatif et réglementaire, Ressources humaines et formation

Agences: Marché commun de l'Afrique orientale et australe, International Monetary Fund

Progrès rapporté

1. The Seychelles Revenue Commission (SRC) received assistance under COMESA for the implementation of the Authorized Economic Operators. In terms of the status of completion, the training manual has been completed whilst the following are work in progress, namely, the draft application forms with categorisation of different tiers (diamond, gold, and silver) and the draft regulations to be circulated to COMESA for comments.
2. In terms of validation of applications, the SRC's Post Clearance Audit (PCA) is to determine and evaluate the solvency and compliance of businesses as to provide qualification for eligibility as an Authorised Economic Operator (AEO).
3. In terms of trainings, the WCO may assist with the required trainings of officers as well as SADC and COMESA based on the SRC formal requests to receive technical assistance where required.

10.4.1
10.4.2
10.4.3
10.4.4

Date indicative de mise en oeuvre
1 janvier 2019

Date définitive de mise en oeuvre
30 juin 2027

Assistance requise pour la mise en oeuvre

1. Élaboration des lois, du cadre politique, de la stratégie et du mandat.
2. Réalisation d'une étude de faisabilité pour le guichet unique basé sur ASYCUDA World.
3. Conception, mise en oeuvre et fonctionnement du guichet unique.
4. Formation de toutes les parties prenantes.
5. Financement pour acquérir l'équipement et les logiciels pertinents.
6. Mise en place de l'infrastructure informatique intégrée qui sera connectée au système existant/ou activera le MODULE DE GUICHET UNIQUE SYDONIA.

Étiquettes: *Technologies de l'information et de la communication (TIC), Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Diagnostic et evaluation des besoins, Ressources humaines et formation*

Membres donateurs: Union européenne

Agences: à déterminer

Progrès rapporté

1. The Seychelles Revenue Commission (SRC) received financial assistance under the 11th EDF from 2019 to May 2024.
2. Given the ending phase of the 11th European Development Fund (EDF), the SRC would need to seek other developmental partners and assistance for the remaining work deliverables to be undertaken on the Single Window project, which has been re-extended to December 2025.

10.8.1
10.8.2**Date indicative de mise en oeuvre**
1 janvier 2019**Date définitive de mise en oeuvre**
31 décembre 2021**Assistance requise pour la mise en oeuvre**

1. Recherche de fonds pour l'acquisition d'équipements (comme un incinérateur) et de consommables à des fins d'essais.
2. Soutien pour les formalités d'accréditation afin de contribuer à améliorer les capacités et les normes des laboratoires pour réaliser des essais sur des marchandises avant leur refus.
3. Assistance technique et renforcement des capacités pour faciliter le perfectionnement du personnel.
4. Soutien pour l'élaboration de lignes directrices nationales et de procédures opérationnelles normalisées concernant la réexportation et/ou la destruction des marchandises refusées.
5. Élaboration de protocoles appropriés régissant la manipulation et le transport adéquats des marchandises refusées/confisquées.

Étiquettes: Cadre législatif et réglementaire, Infrastructure et equipment, Ressources humaines et formation**Membres donateurs:** Union européenne**Agences:** à déterminer**Progrès rapporté**

1. The Seychelles Revenue Commission, under its laws and Statutory Instrument (S.I) 42 of 2014, Chapter 13 Regulations 81(1) and 82 stipulates the processes and procedures for disposal of rejected goods within the mandate of the Customs Division of Seychelles as relating to customs and border security. Under the Animal Plant Biosecurity Act 2014, provisions exist which stipulate how rejected goods are dealt with.
2. Under the Food Act, 2014, provisions exist for rejected consignment of goods to be relabelled or reconditioned or export or disposed of by the importer subjected to the necessary provisions of the Act. Any contravention of the provisions may allow the Competent Authority to dispose of the rejected goods and applicable fines are applied to the individual importers.
3. The Department of Agriculture received technical and financial assistance for the procurement of an incinerator under the 10th European Development Fund (EDF), which has been refurbished through budgetary allocation of the Government of Seychelles.

Légendes

Notifiée dans la catégorie C



Notifiée dans la catégorie C



Report de dates demandé



Arrangement avec des donateurs notifié

Arrangement avec des donateurs pas encore notifié

